

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT VINGT-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 6 août 1985, à 10 h 30.

Président : M. Mario A. CÁMPORA (Argentine)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. A. BELAID
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. F. ELBE M. W-N. GERMANN
<u>Argentine</u> :	M. M.A. CAMPORA M. R. GARCIA MORITAN M. G. PARINI M. P. VALLE
<u>Australie</u> :	M. R. BUTLER M. R. ROWE
<u>Belgique</u> :	M. J. RAEYMAECKERS M. Ph. NIEUWENHUYS
<u>Birmanie</u> :	U MYA THAN U HLA MYINT
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. B. KONSTANTINOV M. K. STANKOV M. R. DEYANOV M. P. POPTCHEV
<u>Canada</u> :	M. A. DESPRES M. E. MORRIS M. R. VANIER
<u>Chine</u> :	Mme WANG SHIYUN M. LIU ZHONGREN M. LIN CHENG M. XIA YISHAN Mme ZHOU YUNHUA M. JIANG ZHENXI M. LI BENSONG
<u>Cuba</u> :	M. P. NUNEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u> :	M. M. BADR M. F. MONIB M. A.M. ABBAS
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. D. LOWITZ M. R. LEVINE M. D. DORN M. P. CORDEN M. J. GRANGER
<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>France</u> :	M. J. JESSEL M. G. MONTASSIER M. H. RENIE
<u>Hongrie</u> :	M. T. TOTH
<u>Inde</u> :	M. S. KANT SHARMA
<u>Indonésie</u> :	M. S. SUTOWARDOYO M. A. AKBAR M. N. WISNOEMOERTI M. S. DARMOSUTANTO M. F. QASIM
<u>Italie</u> :	M. F. PIAGESSE M. G. ADORNI BRACCESI M. M. PAVESE M. R. DI CARLO
<u>Japon</u> :	M. R. IMAI M. K. KUDO M. M. SATO M. T. ISHIGURI
<u>Kenya</u> :	M. P.N. MWAURA
<u>Maroc</u> :	M. O. HILALE
<u>Mexique</u> :	Mme Z. GONZALEZ y REYNERO M. P. MACEDO RIBA
<u>Mongolie</u> :	M. L. BAYART M. S-O. BOLD M. G. GONGOR
<u>Nigéria</u> :	M. C.V. UDEDIBIA
<u>Pakistan</u> :	M. K. NIAZ M. Z. AKRAM
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.J. van SCHAIK M. J. RAMAKER M. R. MILDERS M. A.J.J. OOMS
<u>Pérou</u> :	M. J. GONZALES TERRONES M. C. CASTILLO RAMIREZ M. J.F. RUBIO
<u>Pologne</u> :	M. S. TURBANSKI M. J. RYCHLAK M. J. CIALOWICZ

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. W. KRUTZSCH M. D. FELSKE
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. A. SHAFII
<u>Roumanie</u> :	M. I. DATCOU M. V. FAUR M. S. POP M. A. POPESCOU M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. K. MALIN M. D.H. POWELL M. D.A. SLINN
<u>Sri Lanka</u> :	M. J. DHANAPALA M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS Mme A.M. LAU Mme E. BONNIER M. L.E. WINGREN M. H. BERGLUND
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIAN M. M.E. KOKEEV M. V.A. LEPLINSKY M. G.V. ANTSIFEROV M. G.V. BERDENNIKOV M. S.V. KOBYSH
<u>Venezuela</u> :	M. E. ter HORST
<u>Yougoslavie</u> :	M. M. MIHAJLOVIC
<u>Zaïre</u> :	M. O.N. MONSHEMVULA
<u>Secrétaire général de la Conférence du désarmement et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. M. KOMATINA
<u>Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement</u> :	M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je déclare ouverte la 327ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Ce jour, le 6 août 1985, marque le quarantième anniversaire de la tragédie d'Hiroshima, qui a été le point culminant d'un douloureux conflit au cours duquel des millions de personnes ont perdu la vie dans de nombreux pays. En rappelant cette triste circonstance, je voudrais exprimer l'espoir qu'elle nous engage à redoubler d'efforts à la Conférence du désarmement pour adopter des mesures efficaces de désarmement garantissant la paix et la sécurité de tous.

Conformément à son programme de travail, la Conférence aborde aujourd'hui l'examen du point 7 de l'ordre du jour, intitulé "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui souhaiteraient faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence pourront le faire.

Comme je l'ai annoncé à la séance plénière de jeudi dernier, j'ai l'intention de suspendre la séance plénière lorsque nous aurons entendu les orateurs inscrits sur la liste pour aujourd'hui, afin d'examiner les demandes présentées par des Etats non membres en vue de participer aux travaux du Comité spécial rétabli au titre du point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Aussitôt après la réunion officieuse, nous rouvrirons la séance plénière pour donner une forme définitive aux accords réalisés au cours de cette réunion.

Sont inscrits sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de la Mongolie, du Japon, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République démocratique allemande, de la France et du Pérou.

Je donne maintenant la parole au premier orateur inscrit sur la liste, le représentant de la Mongolie, l'Ambassadeur Bayart.

M. BAYART (Mongolie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter chaleureusement la bienvenue en votre qualité de nouveau représentant de l'Argentine et de vous féliciter pour votre accession aux fonctions de Président de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. Nous vous souhaitons un plein succès et nous vous assurons de l'entière coopération de la délégation mongole pour résoudre les problèmes importants dont est saisie la Conférence.

Je voudrais exprimer nos remerciements à votre prédécesseur à la présidence de la Conférence, le distingué représentant de l'Algérie, l'Ambassadeur Ould-Rouis, pour la contribution qu'il apportée aux travaux de la Conférence et lui souhaiter de nouveaux succès dans l'exercice de ses nouvelles fonctions diplomatiques.

La date de la présente séance est pour nous un avertissement impérieux de ne plus jamais permettre l'utilisation des armes nucléaires, de les retirer des arsenaux des Etats et de les détruire.

Les 6 et 9 août 1945, les Etats-Unis ont soumis à un bombardement atomique deux villes du Japon, Hiroshima et Nagasaki. On a estimé que lors de ces bombardements, 273 000 personnes avaient péri et 195 000 personnes avaient été victimes d'un rayonnement mortel. Le fait même d'utiliser l'arme atomique et le nombre de

(M. Bayart, Mongolie)

victimes qu'elle a causé sont véritablement effrayants. Il est impossible de se faire une idée des malheurs innombrables et des souffrances indicibles qu'une guerre nucléaire infligerait à l'humanité aujourd'hui, où la puissance des stocks d'armes nucléaires existant dans le monde est plus d'un million de fois supérieure à celle de la bombe qui a détruit Hiroshima.

Ce seul fait prouve de façon éloquente que la course aux armements nucléaires, dont les Etats-unis ont été et continuent d'être les instigateurs, n'a pas connu de répit pendant 40 ans et a aujourd'hui virtuellement conduit le monde au bord de la catastrophe.

Cependant, nous estimons qu'il n'est pas encore trop tard et qu'il est possible d'arrêter et d'inverser la course aux armements. A cette fin, il est avant tout nécessaire d'édifier une barrière solide pour empêcher tout nouveau perfectionnement des armements nucléaires et d'interdire tous les essais d'armes nucléaires.

Dans ce domaine, la République populaire mongole se fonde sur les principales conclusions auxquelles est parvenue une majorité écrasante des Etats du monde après avoir étudié soigneusement tous les aspects de la question pendant nombre d'années, à savoir, premièrement, que l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires constitue l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement; deuxièmement, qu'il n'y a pas d'obstacles techniques insurmontables, les moyens de vérification existants étant suffisants pour assurer le respect d'une interdiction des essais d'armes nucléaires et par conséquent seule une décision politique est nécessaire pour parvenir à un accord et enfin, troisièmement, que seul un petit nombre d'Etats membres de la Conférence du désarmement s'opposent obstinément à des négociations multilatérales sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Ces conclusions ont trouvé leur expression, sous une forme condensée, dans la résolution 39/52 de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur laquelle le distingué représentant du Mexique, l'Ambassadeur García Robles a fort opportunément attiré l'attention il y a quelques jours.

Selon nous, pour résoudre des questions d'un intérêt primordial pour les destinées du monde et la sécurité des peuples, et, en l'occurrence, le problème de l'interdiction des essais d'armes nucléaires, il est extrêmement important que les puissances nucléaires fassent preuve de détermination et donnent l'exemple.

Il y a une semaine, l'Union soviétique a prouvé de nouveau, non en paroles, mais en actes, qu'elle désirait sincèrement faire progresser la limitation de la course aux armements nucléaires. Elle a pris une mesure noble et hardie en proclamant unilatéralement un moratoire sur toutes les explosions nucléaires, moratoire qui entre en vigueur dès aujourd'hui et le restera jusqu'au début de l'année prochaine. Ce n'est pas la première fois que l'Union soviétique donne un tel exemple. Tous se souviendront sans doute qu'il y a trois ans, elle a pris unilatéralement l'engagement de ne pas utiliser la première les armes nucléaires, qu'en août 1983 elle a institué un moratoire unilatéral sur le lancement en premier d'armes antisatellites dans l'espace extra-atmosphérique et, depuis le 7 avril de cette année, sur le déploiement en Europe de ses missiles de portée intermédiaire et sur l'application d'autres contre-mesures liées au déploiement, sur le continent européen, de missiles nucléaires américains de portée intermédiaire.

(M. Bayart, Mongolie)

En outre, sur les cinq Etats dotés d'armes nucléaires, seule l'Union soviétique s'est déclarée prête à engager sans retard des négociations concrètes en vue d'élaborer un traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires et, à cette fin, à reprendre et à mener à bien les négociations avec les Etats-Unis et l'Angleterre et à consentir à ce qu'un tel traité entre en vigueur pour une période déterminée pour ces trois Etats seulement, si les deux autres Etats dotés d'armes nucléaires n'étaient pas disposés à le faire dès le début.

Malheureusement, cependant, les autres puissances nucléaires n'ont ni ce désir ni cette volonté, et l'une d'entre elles - les Etats-Unis - considère que le problème d'une interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires n'est pas des plus importants et déclare qu'il s'agit pour elle d'un "objectif à long terme". A cet égard, une question vient involontairement à l'esprit : ne serait-ce pas là le but des tentatives faites par les Etats occidentaux pour dissocier l'examen des questions de vérification et de respect de l'élaboration concrète d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et reporter par là indéfiniment les négociations et la conclusion d'un tel traité ? De même que beaucoup d'autres pays, nous nous prononçons résolument contre une telle approche.

Il me semble qu'en ce jour du 40ème anniversaire de l'effroyable tragédie d'Hiroshima, les peuples du monde sont en droit d'exiger à nouveau que les Etats-Unis répondent à l'appel lancé par l'Union soviétique pour qu'ils suivent son exemple et mettent fin dès aujourd'hui à toutes les explosions nucléaires jusqu'à la conclusion d'un traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Un tel geste de bonne volonté de la part des Etats-Unis répondrait aux intérêts vitaux de la paix et de la sécurité internationales et prouverait, dans une certaine mesure, qu'ils ont l'intention de s'acquitter de l'engagement qu'ils ont contracté d'oeuvrer pour parvenir à une cessation définitive des explosions expérimentales d'armes nucléaires, en vertu du Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans trois milieux, du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du Traité conclu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires.

Il ne fait aucun doute qu'un nouveau succès serait enregistré si les trois autres puissances dotées d'armes nucléaires, à savoir l'Angleterre, la République populaire de Chine et la France agissaient de même.

La République populaire mongole a avec l'une de ces puissances - la République populaire de Chine - une frontière commune qui s'étend sur près de 5 000 kilomètres. C'est pourquoi il est tout à fait naturel que mon pays ait à coeur que la politique de la République populaire de Chine s'oriente vers une participation active et dynamique aux négociations sur la limitation de la course aux armements, en particulier aux armements nucléaires, et vers une contribution constructive et efficace à la cause du désarmement nucléaire. Nous voulons espérer que c'est précisément dans ce sens qu'il faut comprendre la déclaration faite le 19 février de cette année, par le chef de la délégation de la République populaire de Chine, déclaration selon laquelle, je cite : "Si un organe subsidiaire sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires venait à être créé cette année, la délégation chinoise serait prête à réexaminer sa position". Si la délégation chinoise donnait une réponse claire à la question qui lui a été posée dès le mois de février sur le point de savoir, si la Chine était prête, après sa dernière déclaration, à travailler activement à l'élaboration d'un Traité d'interdiction générale et complète des essais d'armes

(M. Bayart, Mongolie)

nucléaires et à mettre fin à ses essais d'armes nucléaires sur une base de réciprocité, cela permettrait, sans aucun doute, de clarifier la position de la Chine au sujet du point 1 de l'ordre du jour.

La communauté internationale s'apprête à célébrer solennellement, au mois d'octobre de cette année, le 40ème anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies. A la veille de ce jubilé mémorable, l'Organisation a encore beaucoup à faire pour réaliser les nobles objectifs et principes consacrés dans la Charte. La création de l'Organisation des Nations Unies a été le résultat de la grande victoire remportée sur le fascisme et le militarisme au cours de la seconde guerre mondiale, victoire dans laquelle l'Union soviétique a joué un rôle décisif. Il m'est particulièrement agréable de noter que la République populaire mongole - deuxième Etat socialiste du monde après l'Union soviétique - a, comme les autres peuples et Etats de la coalition antihitlérienne, contribué à cette victoire. Dès juin 1941 et jusqu'à la fin de la guerre, la République populaire mongole a fait tout ce qui était en son pouvoir pour aider et soutenir le peuple soviétique dans sa lutte contre le fascisme et, dans la dernière phase de la seconde guerre mondiale, assumant ses obligations d'allié, a pris directement part à l'élimination du dernier foyer de guerre en Extrême-Orient. L'armée populaire mongole, en étroite collaboration avec les éléments des forces armées soviétiques, a participé à la libération de régions importantes de la Mongolie intérieure et à l'offensive au Sud-Est - vers le golfe de Liao-Toung, ainsi qu'en direction de Pékin.

Ainsi, par sa politique extérieure cohérente, la République populaire mongole a apporté une contribution appréciable à la cause commune de la coalition antifasciste, à l'instauration de la paix en Asie et, à ce titre, elle aurait eu pleinement droit à être l'un des fondateurs de l'Organisation des Nations Unies en 1945. Les forces hostiles à tout ce qui est nouveau et progressiste dans le développement de la société humaine, l'ont empêché de devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies jusqu'en 1961. Néanmoins, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ont été à la base de la politique extérieure de la République populaire mongole bien avant la création de l'Organisation des Nations Unies, depuis la victoire en Mongolie de la révolution populaire de 1921.

Aujourd'hui, non seulement la République populaire mongole suit encore fidèlement ces buts et principes, mais elle lutte énergiquement pour qu'ils se matérialisent dans les rapports réciproques entre les Etats, en particulier entre les Etats de la région de l'Asie et de l'océan Pacifique.

Je n'en veux pour preuve que la proposition qu'elle a faite de conclure une convention excluant sur une base de réciprocité l'agression et le recours à la force dans les relations entre les Etats de l'Asie et de l'océan Pacifique. Cette initiative pacifique de la République populaire mongole, ainsi que toute une série d'autres propositions constructives faites au cours des dernières années par les différents Etats de notre continent, crée une large base pour la recherche commune de voies conduisant à l'instauration de la paix et de la sécurité en Asie, qui constitue l'un des maillons essentiels de la sécurité mondiale. A cet égard, il importe également de noter que les deux puissances nucléaires situées sur le continent asiatique, à savoir l'Union soviétique et la République populaire de Chine, ont pris l'engagement de ne pas être les premières à utiliser l'arme nucléaire.

(M. Bayart, Mongolie)

Une attention toute particulière doit être accordée à l'idée, lancée en juin de cette année par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, d'adopter une approche globale et intégrée à l'égard du problème de la sécurité en Asie et de la possibilité, pour les Etats d'Asie, d'unir leurs efforts dans ce sens, en tenant compte de toutes ces initiatives et également, dans une certaine mesure, de l'expérience de l'Europe.

La Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, dont nous avons célébré ces jours-ci le dixième anniversaire, a montré que grâce aux efforts collectifs des Etats, il était possible de surmonter de grandes difficultés et de faire progresser les idées et les principes de la coexistence pacifique, en instaurant une coopération et des relations de bon voisinage entre pays ayant des systèmes sociaux différents. Les résultats de cette Conférence, et notamment les dix principes fondamentaux énoncés dans l'Acte final qui régissent les relations mutuelles entre les Etats, sont un puissant stimulant et revêtent une importance profonde pour le maintien d'une paix et d'une stabilité durables, non seulement en Europe, mais dans les autres régions de la planète.

A cet égard, je tiens à rappeler que le Gouvernement de la République populaire mongole, en vue d'élaborer et de signer la convention susmentionnée, a également proposé de convoquer une conférence des pays de la région asiatico-pacifique, à laquelle seraient invités tous les Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. La République populaire mongole estime que les Etats asiatiques sont en mesure de bâtir leurs relations exclusivement sur la base du principe de bon voisinage et d'une coopération mutuellement avantageuse. Si les parties font preuve d'un intérêt sincère et si elles refusent les partis pris et la méfiance, il n'y a aucun problème qui ne puisse être résolu à la table des négociations. Les peuples d'Asie, comme les habitants de n'importe quel autre continent, ont besoin d'une paix durable et ils exigent que l'on écarte à tout jamais la menace d'une guerre nucléaire et que l'on ne permette pas que se reproduise la tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la Mongolie de sa déclaration ainsi que des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, l'Ambassadeur Imai.

M. IMAI (Japon) (traduit de l'anglais) : Alors que nous entrons dans le dernier mois de la session de 1985 de la Conférence du désarmement, je voudrais pour commencer souhaiter sincèrement la bienvenue à la Conférence, à l'Ambassadeur Mario Campora, d'Argentine, qui assumera les fonctions de Président pendant le mois d'août. Je suis convaincu que, sous votre direction, la Conférence pourra achever de manière très utile les travaux entrepris cette année. Je voudrais ajouter que la délégation japonaise souhaite exprimer sa vive gratitude au Président du mois dernier, l'Ambassadeur Ould-Rouis, d'Algérie, pour la compétence avec laquelle il a conduit nos réunions. C'est avec regret que nous avons appris qu'il quittait la Conférence du désarmement. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour exprimer les regrets que nous cause à tous le départ de l'Ambassadeur Depasse, de Belgique, qui a apporté de très importantes contributions aux débats et aux négociations dans ce forum. Je tiens à lui souhaiter tout le succès dans ses nouvelles fonctions et j'espère qu'il se plaira au Japon. Je voudrais souhaiter la bienvenue à l'Ambassadeur Raeymaeckers, qui l'a remplacé parmi nous.

(M. Imai (Japon))

J'ai demandé à prendre la parole aujourd'hui essentiellement pour présenter le document de travail CD/626 sur la question de la vérification d'un accord d'interdiction complète des essais nucléaires. Il s'intitule "Mesures concrètes pour la réalisation du système international d'échange de données sismiques" et il est de caractère très technique. Il tente d'évaluer les mesures, l'équipement, les dépenses et le personnel qui seront nécessaires pour améliorer un réseau multilatéral de surveillance sismologique et d'échange de données sismiques de façon à accroître sensiblement le degré de fiabilité d'un tel système et la confiance dans sa capacité.

Avant d'entrer dans les détails de ce document de travail, je voudrais exposer quelques-unes des considérations fondamentales qui ont trait à la question d'une interdiction complète des essais et de la vérification de celle-ci.

Il n'est certes pas nécessaire de répéter ici le rôle important que peut avoir une interdiction complète des essais dans la prévention de la prolifération tant verticale qu'horizontale des armes nucléaires. Dans l'histoire de la limitation des armements et du désarmement, le concept d'une interdiction des essais nucléaires et les travaux dont elle a fait l'objet ont été un élément très important de ce que l'on pourrait appeler le processus de Genève, auquel le Japon a toujours porté un vif intérêt et pour lequel il a oeuvré en vue de contribuer sérieusement à sa réalisation. Tout a commencé dans les années 50 lorsque l'opinion mondiale s'est inquiétée de la prolifération des armes nucléaires et des effets préjudiciables à l'environnement des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère et ailleurs.

Après l'interdiction partielle des essais en 1963, l'absence apparente de progrès dans le domaine des essais souterrains a prévalu et je n'ai pas besoin de rappeler à mes collègues à quel point tout ce processus a été frustrant. Cette situation est souvent liée à la question de la vérification et du respect : je ne m'étendrai pas sur la philosophie et la logique de la vérification, car j'avais déjà eu l'occasion de le faire de manière approfondie en 1983, lorsque j'avais présenté le document de travail CD/379 intitulé "Vérification du respect des accords de limitation des armements et de désarmement". Je ferai simplement remarquer que la vérification ne peut ni apporter une solution technique à un problème politique, ni une solution politique à un problème essentiellement technique, et qu'aucune technique de vérification n'est sûre à cent pour cent. Pour être efficace, convaincante et acceptable, la vérification doit se situer dans la zone interdisciplinaire entre la technologie et la politique du désarmement et compter comme élément important la "confiance" entre les parties. L'effort technique est toujours nécessaire pour accroître la crédibilité des divers moyens de vérification en jeu.

Un aspect très important de la vérification dans le cas de l'interdiction complète des essais est qu'elle doit être conçue et fonctionner comme un mécanisme multilatéral. Il importe que les Etats dotés d'armes nucléaires ne soient pas les seuls à fournir des données à ce système, mais qu'un grand nombre d'Etats non dotés d'armes nucléaires compétents, bien répartis autour du globe et possédant des stations d'observation sismologique adéquates communiquant des données au système mondial dans lequel les informations circulent en permanence et peuvent être analysées presque en temps réel. Un organe international sera nécessaire pour

(M. Imai, Japon)

assurer à ce système un fonctionnement de qualité supérieure. De même l'évaluation des données et la détermination des mesures à prendre devraient être parmi les mesures multilatérales concrètes relevant du domaine de cet organe international.

Le Japon a déjà présenté en 1983 le document de travail CD/389 ayant trait au fonctionnement efficace de ce système, et se félicite des idées importantes contenues dans le document CD/612 de la République fédérale d'Allemagne et dans le document CD/610 du Royaume-Uni. Il faudra en plus des moyens techniques de vérification et des moyens permettant de rassembler et d'analyser les informations, définir avec soin les fonctions juridiques et autres ainsi que les aspects financiers d'un tel système multilatéral, si l'on veut qu'il soit exploitable. Quand, ici même, en juin l'an dernier, le Ministre des affaires étrangères du Japon, Monsieur Abe, a proposé une "formule par étapes" pour une interdiction complète des essais, il avait en fait envisagé un bon nombre des mesures concrètes à prendre avant de parvenir à une authentique interdiction complète des essais. Adapter l'idéal d'une interdiction complète des essais aux réalités concrètes d'un régime international de désarmement est un processus qui comporte de nombreuses étapes difficiles et fastidieuses, surtout quand le climat international général n'est pas particulièrement favorable à cet objectif.

Peut-être faudrait-il évoquer ici les problèmes de vérification multilatérale dans le cas de la prolifération verticale: perfectionnement des ogives nucléaires, prolifération et perfectionnement des vecteurs stratégiques et leurs contre-mesures. On discute beaucoup aujourd'hui des possibilités de la vérification en ce qui concerne le nombre, la qualité, l'emplacement, etc. des missiles balistiques, des missiles antimissiles balistiques, des missiles antimissiles balistiques tactiques, etc. et du système de commande et de contrôle au sol, dans l'atmosphère, ou dans l'espace extra-atmosphérique, qui leur sont associés. Une bonne partie de la détection et de l'analyse et, par conséquent, de la vérification dans ce domaine est opérée par des moyens techniques nationaux. Certains aspects de ces moyens techniques nationaux, tels que les divers systèmes d'imagerie et les dispositifs d'écoute électronique sont des secrets militaires bien gardés, ce qui rend assez difficile la multilatéralisation de la vérification. Ce n'est ni le lieu ni le moment de s'étendre sur les problèmes concernant les technologies utilisées dans les divers moyens techniques nationaux, leurs limitations ou les solutions éventuelles. Il en est déjà abondamment discuté dans des ouvrages accessibles au public. Il est intéressant de noter qu'un certain degré de coopération mutuelle entre les parties aux Traités SALT/ABM par exemple, fondé sur l'engagement de ne pas perturber le fonctionnement des moyens techniques nationaux de l'autre partie, est en train de devenir un élément accepté. En même temps, on parle d'un satellite international indépendant de vérification comme d'une des méthodes qui permettrait de mettre la vérification sous régime multilatéral, et de lui assurer une large participation, encore qu'elle implique l'examen attentif des problèmes juridiques, techniques et financiers et la création d'un organe international bien établi pour assurer le fonctionnement rentable des satellites en question.

(M. Imai, Japon)

Comparé à tout ceci, un système international sismologique pour l'interdiction complète des essais nucléaires offre moins de difficultés. Les travaux suivis du Groupe d'experts scientifiques (GES) nous ont permis de mieux comprendre ce qu'est ce réseau et ce qu'il devrait être, ce qu'il peut faire et ce qu'il ne peut pas faire. Comme les données sismiques pertinentes et intéressantes sont souvent des signaux très assourdis, faibles et distants, masqués par des bruits causés par l'environnement ou l'action de l'homme et par d'autres bruits, un certain nombre de points doivent faire l'objet d'une attention particulière. Premièrement, les données sismiques rassemblées doivent être traitées de façon à permettre un échange à l'échelle mondiale. Deuxièmement, les données ainsi rassemblées, traitées et transmises doivent être fiables et se prêter à une analyse mathématique cohérente. Troisièmement, la méthodologie utilisée pour le traitement des données et pour l'analyse doit être établie et reconnue comme adéquate et fiable à l'échelon international. Sur la base de ces considérations et des informations et critères contenus dans les rapports du GES publiés sous les cotes CCD/558, CD/43, CD/448, nous avons énuméré les mesures propres à améliorer le réseau sismologique existant pour que ses capacités de détection atteignent un niveau élevé acceptable. Le document CCD/558 mentionne : environ 50 systèmes de détection, un échange de données par l'intermédiaire du SMT/OMM, un échange de données de niveau II pour compléter les données de niveau I et trois centres internationaux de données.

De nouvelles mesures peuvent être prises pour améliorer les capacités de détection du réseau afin qu'il couvre de façon très fiable toutes les explosions nucléaires partout sur la Terre. Nous avons aussi estimé le personnel nécessaire, les dépenses d'installation et d'exploitation d'un système amélioré, y compris les instruments de détection sismologique à sensibilité élevée, la numérisation des informations, l'amélioration des communications à l'aide d'un réseau de données informatisées, etc. Pour information, nous avons calculé que les dépenses totales nécessaires à l'amélioration du réseau seraient de l'ordre d'un demi-milliard de dollars au stade initial.

J'évoquerai simplement l'argument habituel concernant les dépenses de désarmement pour dire que, dans l'échelle des grandeurs, les dépenses d'installation et d'exploitation d'un système de surveillance sismologique amélioré jusqu'à être presque parfait, sont inférieures aux dépenses consacrées le plus souvent à la fabrication d'armes modernes perfectionnées.

Une très grande partie de nos travaux dépend des résultats des études détaillées du GES, et notre document de travail CD/626 montre de façon explicite la qualité et l'utilité des travaux du Groupe. Vous ne serez donc pas surpris si j'insiste pour que cet organe, qui a été créé en 1976, et qui nous a beaucoup éclairés sur les problèmes concernant les moyens de vérification sismologique concernant l'interdiction complète des essais, soit invité à poursuivre et à élargir ses travaux. Nous préconiserions que la Conférence du désarmement demande à nouveau au GES d'achever ses travaux sur l'évaluation des essais d'échanges de données en 1984, de poursuivre ceux qu'il a entrepris en juillet, de continuer à examiner l'extraction, la transmission et

(M. Imai, Japon)

le traitement des données de niveau I et d'ajouter l'introduction automatique des données de niveau II en vue d'accroître encore la fiabilité de la vérification.

J'aimerais également faire observer que dans le cas d'un réseau sismologique pour l'interdiction complète des essais, nous parlons de capteurs extrêmement sensibles capables de détecter et d'identifier des signaux faibles et distants et de les transmettre avec exactitude par l'intermédiaire d'un système mondial perfectionné de communication, de façon que la valeur globale des informations ainsi rassemblées soit suffisante pour servir de preuve dans le cadre d'un accord sur la limitation des armements.

A cet égard, je voudrais exprimer notre gratitude au Gouvernement norvégien pour la semaine qui a été organisée sous son égide en juin dernier. Les travaux accomplis par la station sismologique complexe NORSAR sont incontestablement un facteur important pour la mise au point de ce système. Je souhaiterais aussi ajouter qu'il s'agit d'un domaine de haute technologie qui progresse extrêmement rapidement à l'heure actuelle et qui est appelé à avoir des applications très larges et très étendues partout dans le monde. Nous croyons que les considérations comme celles que je viens d'évoquer et qui sont présentées dans le document de travail devraient être également utiles pour la future mise en place d'un système de vérification dans le cadre d'un accord de limitation des armements autre que l'accord sur l'interdiction complète des essais.

Monsieur le Président, nous sommes aujourd'hui le 6 août, et ce n'est pas par simple coïncidence que j'ai choisi cette date pour présenter ce document de travail japonais assez technique. Tout a été dit et tout a été écrit sur ce qui est arrivé aux habitants d'une ville japonaise le 6 août, il y a 40 ans. Il est difficile de dire si cette catastrophe ne s'est pas reproduite en raison des intérêts mondiaux en jeu, ou à cause de l'accroissement ou du perfectionnement rapides des armes nucléaires aux mains des deux superpuissances en dépit de ces intérêts. Plutôt que de m'étendre ainsi sur l'examen et la description de l'événement qui s'est produit il y a 40 ans, j'ai voulu aujourd'hui apporter une petite contribution à nos travaux communs sous la forme d'une proposition concrète dans ce forum multilatéral de négociation sur le désarmement, pour qu'Hiroshima et Nagasaki soient bien les dernières villes du monde à subir une telle épreuve. L'absence de progrès dans cette direction a jusqu'ici été remarquable, alors que les "progrès" semblent se limiter à la fabrication d'armes plus meurtrières et plus précises.

A mon âge, Monsieur le Président, j'ai un certain nombre d'amis proches qui ont souffert, d'une manière ou d'une autre, de ces expériences pendant cette intolérable semaine d'août au Japon. L'un d'entre eux dirige actuellement des recherches sur la fusion nucléaire au Japon, et un autre est un personnage en vue dans l'industrie de l'énergie nucléaire, naturellement à des fins pacifiques dans les deux cas, car nous n'avons que des activités nucléaires pacifiques. J'ai souvent remarqué que ces amis ne tiennent pas à parler des épreuves qu'ils ont vécues il y a 40 ans. Je peux seulement deviner que la profession qu'ils ont choisie et la supériorité qu'ils ont acquise, chacun dans leur domaine, n'est pas sans rapport avec ce qu'ils ont éprouvé devant la puissance de l'énergie nucléaire à laquelle eux et leurs familles ont été exposés. Ils ont choisi un moyen d'apporter une contribution à la société en se servant de cette même physique nucléaire de fission et de fusion.

(M. Imai, Japon)

Tout le monde, je pense, aimerait passer la semaine tranquillement, en méditant sur la profonde folie humaine qui continue à orienter le pouvoir formidable de la science et de la technologie vers la destruction, et en espérant que la profonde sagesse humaine l'emportera en renversant la situation.

Monsieur le Président, c'est dans cet esprit que j'ai pris la parole aujourd'hui et présenté ce document de travail. C'est peut-être une petite étape dans une longue marche. Je sais que divers arguments ont été avancés en ce qui concerne la vérification des essais nucléaires souterrains, la corrélation entre l'identification et la détection, la possibilité d'explosions si faibles qu'elles pourraient échapper à la détection, ou la nécessité d'installer des "boîtes noires" pour capter des signaux à haute fréquence. Ce sont là peut-être des éléments importants à examiner dans l'évaluation d'un régime d'interdiction complète des essais sous sa forme définitive. Mais ce n'est pas ce dont je parle aujourd'hui. Aujourd'hui, je voudrais insister à nouveau sur la détermination du peuple japonais de parvenir, ne serait-ce que par étapes, à une interdiction complète des essais.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Permettez-moi de vous adresser maintenant quelques mots très brefs en tant que représentant de la République argentine, la déclaration de l'Ambassadeur Imai m'ayant profondément ému.

Le sacrifice d'Hiroshima a signifié le début dans l'histoire d'une ère où l'humanité se trouve journellement confrontée à l'alternative de l'annihilation ou de la survie. Comme l'ont dit six chefs d'Etat ou de gouvernement dans la Déclaration de New Delhi, le 28 janvier cette année, "presque imperceptiblement au cours des quatre dernières décennies, chaque nation et chaque être humain a perdu le contrôle ultime de sa vie et de sa mort".

Conformément à ce que vient de dire l'Ambassadeur Imai, nous espérons qu'une profonde sagesse humaine fera abandonner l'application de la science et de la technologie aux fins de la destruction et que l'on aura ainsi l'assurance qu'Hiroshima et Nagasaki seront l'ultime expérience de cette nature dans le monde.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Issraelyan.

M. ISSRAELYAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, je vous souhaite cordialement la bienvenue à ces hautes fonctions, vous qui représentez un pays ami, l'Argentine. Il y a près de sept ans, en février 1979, alors que nous venions de commencer nos travaux, votre prédécesseur, Carlos Ortiz de Rozas, a apporté une éminente contribution à l'adoption du règlement intérieur, l'un des documents les plus importants de la Conférence. Je vous souhaite de parvenir à des résultats tangibles sur le fond de nos travaux communs. Permettez-moi également de saluer le nouvel Ambassadeur de la Belgique et de lui souhaiter une fructueuse activité.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La séance d'aujourd'hui de la Conférence a lieu à une date qui ne peut laisser personne indifférent sur notre planète. Cela est particulièrement vrai pour ceux qui ont été les témoins oculaires des horreurs de l'holocauste mondial qui s'est inscrit dans l'histoire humaine sous le nom de seconde guerre mondiale. En tant qu'ancien combattant de cette guerre, je voudrais m'arrêter sur certaines conséquences passées et présentes de cet événement, qui a eu lieu il y a quarante ans. Je considère que c'est pour moi un devoir à l'égard des dizaines de millions de mes contemporains dont les tombes couvrent les vastes plaines de la Russie, les banlieues de l'héroïque Varsovie, les montagnes yougoslaves, les vallées françaises, ainsi que les terres de nombreux, de très nombreux autres pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique.

Aujourd'hui est le quarantième anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima, tragédie à laquelle une deuxième ville japonaise, Nagasaki, devait être bientôt associée. Cette tragédie a laissé pour toujours une profonde cicatrice dans la mémoire de l'humanité.

Les deux premières explosions nucléaires ont non seulement coûté la vie à près de 300 000 êtres humains, mais leur action pernicieuse continue à se faire sentir de nos jours, y compris dans le domaine des relations internationales. Dès le début même de l'utilisation de la bombe atomique, les objectifs visés n'étaient pas seulement militaires, mais essentiellement politiques. En fait, ce n'est pas par hasard que l'origine de la politique baptisée par la suite "diplomatie nucléaire" se situe en août 1945.

A l'heure actuelle, d'aucun contestent le caractère essentiellement politique des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, première salve de la "guerre froide". Les discussions sur ce point occupent une place importante dans les journaux et dans divers forums scientifiques et influencent même notre Conférence. Le point de vue soviétique en la matière est fondé sur des faits historiques concrets, confirmés par des documents écrits.

L'utilisation des bombes atomiques n'a pas été dictée par une nécessité militaire. L'été de 1945, la défaite du Japon était inéluctable. On l'avait parfaitement compris aussi bien à Washington qu'à Londres.

Le Général George Marshall a dit au Président Truman, au milieu du mois de juin 1945, que "l'offensive militaire des Russes contre les Japonais, qui se trouvaient déjà dans une situation désespérée, serait sans doute l'action décisive qui les inciterait à capituler à ce moment ou peu après notre débarquement".

Le Général Ismay, qui occupait un poste militaire de rang élevé en Grande-Bretagne, résumait ainsi au Premier Ministre Winston Churchill la situation militaire : "Si la Russie déclarait la guerre au Japon, les Japonais seraient probablement disposés à sortir de cette guerre à n'importe quelles conditions".

Le Général D. Eisenhower, que l'idée d'utiliser la bombe dans de telles circonstances effrayait, a privé le Président Truman et le Secrétaire à la défense, Henry Stimson, de ne pas donner l'ordre de bombarder. Dans ses mémoires, il note que, quelques semaines avant la tragédie d'Hiroshima, le Japon cherchait un moyen de capituler. "Il n'était pas nécessaire d'employer cet horrible moyen pour les battre" a-t-il dit plus tard.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

On peut légitimement se poser la question suivante : qu'est-ce qui a fait pencher la balance à la Maison Blanche en faveur du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki ?

Revenons à nouveau sur quelques faits historiques.

La mise au point d'un nouveau type d'arme de destruction massive, entreprise aux Etats-Unis en 1941, s'est bien entendu effectuée dans le plus grand secret. Cependant, étant donné les relations d'alliance qui existaient entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et le rôle très important de cette dernière dans la guerre, quelques savants qui participaient au "projet Manhattan" ont estimé que les Etats-Unis devaient tenir l'Union soviétique au courant des travaux relatifs à la mise au point de la bombe atomique. Mais, le Secrétaire à la défense Stimson, le Secrétaire d'Etat, Byrnes, le Général Marshall et d'autres personnalités se sont élevés énergiquement contre cette idée.

C'est ainsi que Stimson estimait qu'il ne serait pas raisonnable de tenir l'Union soviétique au courant des travaux menés par les Etats-Unis dans ce domaine sans obtenir de compensation dans le domaine diplomatique. Plus l'élaboration de la bombe atomique avançait, plus Washington était convaincue qu'il fallait utiliser l'arme atomique comme un moyen de pression politique sur l'Union soviétique. Après la Conférence de Yalta, Stimson a conseillé à la Maison Blanche d'attendre que les Etats-Unis puissent obtenir des concessions "beaucoup plus substantielles" de la part des Russes, du fait de l'existence de la bombe atomique aux Etats-Unis. A la fin de mai 1945, la question de l'utilisation de la bombe atomique avait déjà été examinée officiellement à Washington, tant du point de vue de la guerre contre le Japon que de celui des relations futures avec l'Union soviétique. Le Secrétaire d'Etat Byrnes, qui a participé à ces discussions, a reconnu que la bombe atomique serait utilisée, non pour faire pression sur le Japon, mais pour rendre l'Union soviétique plus conciliante en Europe.

La réaction des dirigeants américains et britanniques à la nouvelle du succès des essais de la bombe atomique est tout à fait significative de la politique qu'ils menaient alors. Truman, en particulier, jubilait à l'idée que cette arme terrible assurerait la domination des puissances occidentales dans les affaires mondiales.

Après le succès des essais de la bombe atomique, Washington a décidé de ne pas attendre d'utiliser cette dernière pour informer l'Union soviétique, lors de la Conférence de Postdam, que les Etats-Unis possédaient une nouvelle arme de destruction massive d'une puissance redoutable, dans l'intention évidente d'obtenir d'elle des concessions sur les questions dont était saisie la Conférence.

A l'issue d'une des séances de la Conférence de Postdam, lors de laquelle on avait abordé les questions cruciales de l'avenir de l'Europe, le Président des Etats-Unis Truman avait pris à part le chef de la délégation soviétique Staline et l'avait informé de la mise au point d'une nouvelle bombe, d'une bombe atomique, comptant de toute évidence utiliser cette nouvelle comme un "atout"

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

au cours des négociations. "J'ai prudemment informé Staline que nous disposions d'une nouvelle arme dotée d'un pouvoir destructeur extraordinaire, - comme l'a plus tard reconnu Truman dans ses Mémoires -; le dirigeant russe ne s'est pas montré particulièrement intéressé". Selon Churchill, qui avait observé cet entretien, Staline a reçu l'information de Truman avec le calme le plus parfait.

Dans une récente interview qu'il a accordée à la revue "Time", l'ancien président Nixon a confirmé que, dès la fin des années 1940 "les Etats-Unis avaient commencé à manier la bombe comme un bâton diplomatique". Deux décennies plus tard, à la suite de la divulgation d'une série de documents officiels américains, on a appris qu'un premier plan de bombardement nucléaire de l'Union soviétique avait été élaboré par les Etats-Unis deux mois après la fin de la seconde guerre mondiale. Le plan de 1948, par exemple, prévoyait déjà la destruction de 70 villes soviétiques au moyen de 133 bombes atomiques. Huit bombes devaient être larguées sur Moscou, sept sur Leningrad, etc. Des propositions concrètes visant à bombarder le territoire de l'Union soviétique ont été formulées en 1945, 1949 et 1951. Là encore, comme au début de l'ère nucléaire, des considérations d'ordre politique bien précises l'emportaient sur les considérations militaires. Il n'y a pas très longtemps, on a publié les Notes personnelles de Truman, ainsi qu'un projet d'ultimatum nucléaire adressé à l'Union soviétique qui était ainsi conçu : ou bien vous alignez votre système politique sur le modèle des pays occidentaux, ou bien il y aura une guerre nucléaire. Les successeurs de Truman, soit dit en passant, ne se sont pas fait faute d'envisager de tels ultimatums à l'Union soviétique. Dans l'interview que j'ai déjà mentionnée, Nixon a reconnu que, personnellement, il avait, à quatre reprises, songé à utiliser l'arme nucléaire - au Viet Nam, au Proche-Orient et en 1971, lors du conflit armé indo-pakistanaï. La réédition de la "guerre froide", mise au point à Washington, continue le principe initial de la "diplomatie nucléaire" sans lui apporter de changements profonds, mais en y ajoutant des appels à une "croisade" contre "la source du mal" et au "châtiment" d'Etats souverains et même d'organisations internationales. La course aux armements exacerbée par la tension résultant des moyens et des méthodes de la "guerre froide", tel est l'élément "actif" de la "diplomatie nucléaire" menée depuis quatre décennies. Ce n'est pas par hasard que le programme de la "guerre des étoiles" est devenu en quelque sorte son couronnement, sa quintessence.

Je n'ai pas l'intention de m'arrêter en détail sur l'"initiative de défense stratégique". Nous avons exposé à maintes reprises notre point de vue sur ce sujet, y compris lors d'une des précédentes interventions.

Une autre conséquence monstrueuse du bombardement atomique d'Hiroshima et de Nagasaki a été la course aux armements nucléaires. Au départ, celle-ci était un peu particulière - seuls les Etats-Unis étaient dans la course. Pendant les quatre premières années de l'ère nucléaire, ils ont constitué un arsenal assez important de bombes nucléaires et créé une puissante flotte de bombardiers stratégiques et un réseau de bases à partir desquelles il était possible d'atteindre pratiquement n'importe quel objectif en Union soviétique.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Personne, je pense, ne s'étonnera que, dans cette situation, nous nous sentions plus que mal à l'aise, face au danger important que représentait l'hostilité croissante de la politique menée par les Américains qui inventaient toutes sortes de mythes antisoviétiques. A Washington, comme en Occident en général, on savait parfaitement que les véritables intérêts et objectifs de l'Union soviétique n'avaient rien à voir avec les intentions agressives qu'on lui prêtait. D'ailleurs, d'un point de vue objectif, notre pays ne pouvait pas constituer une menace militaire, ne serait-ce que parce qu'il avait été détruit par la guerre - 20 millions de morts, 1 700 villes en ruines. L'URSS avait démobilisé ses forces armées, réduisant à 3 millions d'hommes leurs effectifs, qui étaient de 11 millions et demi. Nous avions devant nous une tâche gigantesque : la reconstruction du pays. A notre avis, la situation réelle ne pouvait pas ne pas être claire pour les dirigeants américains, mais leur politique n'a tenu aucun compte de ces réalités et est devenue de plus en plus hostile à l'égard de l'URSS.

La situation qui s'était créée explique, à mon sens, la raison pour laquelle l'Union soviétique a estimé que la priorité essentielle était de surmonter résolument le monopole nucléaire des Etats-Unis. En 1949, elle est parvenue à atteindre cet objectif. L'URSS a mis au point sa propre bombe nucléaire. Cela, bien entendu, ne signifiait pas que l'URSS se trouvait sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis du point de vue de la puissance stratégique. Mais cette réalisation a néanmoins marqué un tournant - car, dès lors, il fallait tenir compte du fait que l'URSS, si l'on utilisait la bombe nucléaire contre elle, risquerait de la même façon. Cependant, cette nouvelle situation n'a pas incité les Etats-Unis, comme la logique l'aurait voulu, semble-t-il, à arrêter la course aux armements nucléaires à ce moment-là et au niveau existant. Bien au contraire, ils ont rapidement décidé de mettre au point la bombe H pour retrouver leur supériorité. La course aux armements nucléaires s'est intensifiée.

Jusqu'à la fin des années 1950, les Etats-Unis non seulement disposaient d'une quantité d'armes nucléaires supérieure à celle de l'URSS, mais avaient une supériorité évidente, presque un monopole en ce qui concernait les vecteurs. La flotte aérienne américaine de bombardiers stratégiques n'avait pas de rivale. Une situation particulière s'est alors instaurée : tout en ayant perdu leur monopole, les Etats-Unis conservaient néanmoins une supériorité importante. La situation n'a changé que lorsque l'URSS a commencé à se rapprocher de la parité. Le seuil a été atteint lorsque l'Union soviétique a construit des missiles balistiques intercontinentaux, qui ont introduit une parité - sinon quantitative, du moins qualitative. Le territoire américain devenait aussi vulnérable pour nos armes nucléaires que notre territoire l'était pour les armes nucléaires américaines à partir de 1945.

L'Union soviétique estimait que l'élimination du monopole atomique américain, puis l'obtention de la parité avec les Etats-Unis, constituait l'impératif de sa politique de défense à l'ère nucléaire. Cependant, il est apparu rapidement que la parité entre l'URSS et les Etats-Unis ne convenait pas à Washington et que ce dernier faisait tout pour passer en tête à n'importe quel prix. C'est ainsi que l'apparition des missiles balistiques intercontinentaux soviétiques a été suivie d'une nouvelle et puissante accélération de la puissance militaire des Etats-Unis, tant dans le domaine des armes classiques que dans celui des armes nucléaires.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Cependant, les années 60 ont été marquées par certains changements dans la dynamique de la course aux armements. C'est précisément à cette époque que s'est imposé le processus qui a conduit, dans les années 70, à ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le relâchement de la tension internationale, qui constitue une mesure modeste, certes, mais concrète dans le domaine de la limitation de la course aux armements nucléaires. Il s'agit d'un processus laborieux qui a exigé des deux parties la capacité pratique de voir le lien essentiel qui existait entre leur propre sécurité et celle de l'autre partie et qui a nécessité l'élaboration d'accords limitant les efforts militaires dans le contexte plus large des armements stratégiques. Et l'on peut dire qu'à cette époque, les deux parties se sont bien acquittées de ces tâches.

Néanmoins, au seuil des années 80, la politique des Etats-Unis a marqué un nouveau tournant dont les résultats sont déjà évidents. Le danger de guerre nucléaire s'est accru. La course aux armements s'accélère. On assiste à une érosion des accords existants dans le domaine de la limitation des armements. Les négociations sur de nouveaux accords dans le domaine de la limitation des armements se sont heurtées à des obstacles difficiles à surmonter. Les Etats-Unis se préparent énergiquement à une nouvelle intensification de la course aux armements, essayant de l'étendre à l'espace extra-atmosphérique.

Ainsi, non seulement la "diplomatie nucléaire" a engendré et nourri la course aux armements nucléaires, mais elle l'a conduite à un seuil critique.

Monsieur le Président, j'ai jugé nécessaire, en ce triste jour du 40ème anniversaire du début de la course aux armements nucléaires, de m'arrêter longuement sur l'historique de la question et sur l'étape actuelle. Le but de cet exposé est de montrer que le 6 août 1985, jour où l'Union soviétique a décrété un moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires, devrait être et pourrait véritablement devenir un nouveau point de départ, une nouvelle page dans les annales du désarmement.

Les distingués représentants des Etats qui participent aux travaux de la Conférence ont sous les yeux le texte de la déclaration faite par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M.S. Gorbatchev, au sujet de ce moratoire.

La déclaration de M.S. Gorbatchev, dans laquelle il est question d'un problème dont la solution répondrait aux aspirations et aux espoirs vitaux de tous les peuples a rencontré un large écho favorable dans le monde. Il ressort essentiellement de cette déclaration que les dirigeants politiques et les organisations sociales qui se prononcent pour la prévention de la menace nucléaire, la limitation et la cessation de la course aux armements voient dans la nouvelle initiative soviétique une possibilité réelle de parvenir rapidement à un accord et de mettre fin à tous les essais d'armes nucléaires en nous rapprochant concrètement du désarmement nucléaire. Ce n'est pas par hasard que l'on évoque actuellement dans le monde un précédent tel que le Traité de Moscou de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans trois milieux : dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Ce Traité est en vigueur. Les hommes politiques, dans la plupart de leurs interventions, y compris aux Etats-Unis, exigent que l'Administration américaine mette fin aux essais souterrains d'armes nucléaires et consacre cette mesure dans un traité.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

De plus en plus, on se rend compte que la cessation des essais d'armes nucléaires est l'une des voies sûres pour parvenir à la réduction des arsenaux nucléaires et à leur élimination totale. Même pour ceux qui ne sont pas des spécialistes des affaires militaires et des questions de désarmement, il est de plus en plus évident que la cessation des explosions nucléaires "gèlera" la technologie des munitions nucléaires et, par voie de conséquence, arrêtera le processus de mise au point de nouveaux modèles de ces munitions et freinera également la mise au point de nouveaux types de moyens nucléaires, à savoir les vecteurs. Dans le même temps, on assisterait à une réduction quantitative des charges nucléaires du fait de leur vieillissement et à plus long terme, à l'élimination des armes nucléaires. En d'autres termes, la cessation des explosions nucléaires - comme il est proposé dans la déclaration de M.S. Gorbatchev - est l'une des méthodes valables pour parvenir à la réduction des arsenaux nucléaires et à leur élimination complète.

Du côté de l'Administration américaine, aucune réponse officielle n'est parvenue à la proposition soviétique jusqu'à ce jour. On ne saurait qualifier de constructive la réaction publique des représentants américains. En fait, ils soutiennent la poursuite des essais d'armes nucléaires par les Etats-Unis et refusent notre proposition sous divers prétextes spécieux.

Premier prétexte : Ils affirment, en particulier, que l'adoption de la proposition soviétique assurera à l'Union soviétique des avantages unilatéraux et une supériorité dans le domaine militaire.

L'absence de fondement de telles affirmations est évidente. De quels "avantages", de quelle "supériorité" peut-on parler lorsqu'en réalité il existe une parité reconnue par l'Occident lui-même, y compris les Etats-Unis ? C'est ainsi que le rapport du Comité des chefs d'état-major présenté au Congrès (1985) constate qu'"il existe actuellement une parité nucléaire approximative entre les Etats-Unis et l'URSS".

Deuxième prétexte : Une des raisons que les Etats-Unis avancent pour ne pas appuyer notre proposition de moratoire est que l'URSS aurait procédé cette année à un nombre important d'essais d'armes nucléaires.

Or les faits sont tout autres. Au cours des six premiers mois de l'année, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont procédé au même nombre d'explosions nucléaires. Pour ce qui est des statistiques comparées, selon les données du SIPRI, les explosions nucléaires auxquelles ont procédé les Etats-Unis dépassent d'environ un tiers celles de l'Union soviétique, et d'environ la moitié si l'on tient compte des autres puissances occidentales dotées d'armes nucléaires.

Le troisième prétexte, qui a été avancé plus d'une fois ici à la Conférence du désarmement, justifie l'attitude négative adoptée à l'égard du moratoire par l'impossibilité de contrôler son respect.

Or, non seulement les savants et les spécialistes soviétiques mais aussi ceux de nombreux autres pays, y compris ceux des Etats-Unis, rejettent unanimement ce prétexte fallacieux. Il suffit de citer par exemple M. Colby, ancien directeur de la CIA, qui a récemment déclaré sans ambages que le respect du moratoire sur les essais d'armes nucléaires "peut parfaitement être assuré à l'aide des moyens techniques nationaux de vérification existants".

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La solution du problème de la vérification est également facilitée par le fait que le moratoire institué par l'Union soviétique concerne la cessation de toutes les explosions nucléaires, qu'elles soient militaires (c'est-à-dire les essais d'armes nucléaires) ou pacifiques.

En l'occurrence, il ne s'agit pas de la vérification. La véritable raison est ailleurs. Elle ressort clairement par exemple d'une lettre officielle que l'Arms Control and Disarmament Agency a envoyée au Congrès des Etats-Unis en réponse à la question qui lui avait été posée. Dans cette lettre, il est expliqué pourquoi le Gouvernement des Etats-Unis refuse de mettre fin aux essais nucléaires : "Avant que cette mesure (c'est-à-dire la cessation des essais) corresponde aux intérêts supérieurs des Etats-Unis, il faut d'abord résoudre certains problèmes importants." Quels sont donc ces problèmes ? "Les essais nucléaires - poursuit la lettre - sont particulièrement nécessaires pour mettre au point, moderniser et homologuer les ogives nucléaires, maintenir la fiabilité des stocks existants et évaluer les conséquences de l'utilisation des armes nucléaires."

On ne saurait être plus clair.

S'agissant des observations faites en Occident à propos de la vérification, on ne saurait passer sous silence la question suivante. On nous demande pourquoi, si l'Union soviétique se prononce, comme on le prétend, pour la ratification des Traités de 1974 et 1976 sur les explosions nucléaires souterraines, elle ne veut pas dès maintenant modifier les dispositions relatives à la vérification prévues par ces traités, comme le proposent les Etats-Unis.

Ces modifications n'ont aucune raison d'être, étant donné qu'actuellement les moyens techniques nationaux donnent aux deux parties la possibilité de contrôler avec une grande précision et fiabilité les explosions nucléaires. En outre, les Etats-Unis, par leur position géographique, disposent de possibilités de vérification plus étendues que l'Union soviétique. C'est dire qu'en l'occurrence, le problème n'est pas la vérification mais le fait que les Etats-Unis n'ont pas l'intention d'appliquer les traités qu'ils ont signés et souhaitent poursuivre un vaste programme d'essais d'armes nucléaires.

Enfin, à Washington et même ici, à la Conférence, d'aucuns essaient de présenter comme une mesure importante pour la cessation des essais la proposition que les Etats-Unis ont faite à l'Union soviétique d'envoyer des experts soviétiques sur le polypore d'essais d'armes nucléaires des Etats-Unis et d'assister à ces essais.

Pourquoi donc les représentants soviétiques devraient-ils aller aux Etats-Unis ? Pour donner, par leur présence, leur bénédiction, pour ainsi dire, aux explosions nucléaires américaines ? Il faut mettre fin aux explosions nucléaires et non pas inviter d'autres pays à observer comment elles se déroulent. Il s'agit de choses trop sérieuses pour essayer de ramener ce problème à des actes de propagande de ce genre. La communauté mondiale demande instamment la réalisation à une date aussi rapprochée que possible d'une interdiction inconditionnelle et absolue des essais d'armes nucléaires, et non la poursuite de ces essais sous diverses procédures fallacieuses.

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

J'ai parlé jusqu'à présent des prétextes invoqués par les adversaires de la cessation des essais nucléaires pour minimiser l'importance de l'initiative soviétique. Cependant, la question ne se borne pas là. On lance des assertions forgées de toutes pièces, que l'on ne s'efforce même pas d'étayer par de quelconques arguments. Lors d'une des précédentes séances de la Conférence, on a par exemple affirmé que l'Union soviétique, en prenant cette décision, voulait recueillir des applaudissements et que cette décision ne mènera pas à la réalisation d'un accord sur une interdiction générale des essais. De telles déclarations, qui se caractérisent par une désinvolture pour le moins inhabituelle à l'égard de la cause du désarmement et de notre Conférence, ne prouvent qu'une seule chose, à savoir que les Etats-Unis et leurs alliés, qui continuent de tourner la manivelle de la course aux armements dans une recherche d'une supériorité militaire effrénée, rejettent d'emblée tout ce qui les détourne de cette activité.

Monsieur le Président, l'Union soviétique, comme par le passé, reste un partisan convaincu de la cessation de la course aux armements nucléaires et de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, qui constitue le premier pas vers la réalisation de cet objectif. C'est précisément dans cet esprit que nous envisageons le nouveau message transmis par les chefs d'Etat et de gouvernement de six pays - l'Inde, la Suède, la Tanzanie, la Grèce, le Mexique et l'Argentine - à la veille de la Journée commémorative des victimes d'Hiroshima et nous considérons qu'il s'agit là d'une noble initiative qui rappelle au monde la nécessité de parvenir à des accords sur les questions relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires. Nous appuyons une telle position.

C'est aujourd'hui que notre moratoire prend effet. Il est institué jusqu'au 1er janvier 1986, mais restera en vigueur au-delà de cette date si les Etats-Unis, de leur côté, s'abstiennent de procéder à des explosions nucléaires. Toutes les conditions nécessaires sont réunies pour que la nouvelle proposition soviétique soit appliquée. L'essentiel, c'est que les Etats-Unis répondent favorablement à cette initiative de l'Union soviétique. Nous espérons que le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas encore dit son dernier mot en réponse à ce nouveau geste de bonne volonté de la part de l'Union soviétique et que les Etats-Unis adhéreront au moratoire sur les explosions nucléaires que nous avons institué. Il ne fait aucun doute qu'un moratoire réciproque des Etats-Unis et de l'URSS sur toutes les explosions nucléaires serait un bon exemple pour les autres Etats dotés d'armes nucléaires.

Ce serait un pas concret vers un affaiblissement de la tension internationale, qui répondrait aux espérances des peuples de tous les pays, qui ont un intérêt vital à ce qu'il soit mis fin à la course aux armements nucléaires qui déferle sur le monde en commençant par une mesure efficace et relativement facile à appliquer, à savoir la cessation des essais d'armes nucléaires. Ainsi le 40ème anniversaire de la course aux armements nucléaires marquerait la fin de la dernière décennie de cette course, qui cesserait une fois pour toutes.

"La tragédie d'Hiroshima et de Nagasaki ne doit jamais se reproduire !" - tel est l'appel qui a été lancé par les participants au XIIème Festival mondial de la jeunesse et des étudiants qui vient de s'achever à Moscou. La délégation soviétique souscrit pleinement à cet appel et espère que les autres délégations participant aux travaux de la Conférence du désarmement pourront en faire autant.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à l'égard du Président, ainsi que des paroles élogieuses qu'il a eues pour le comportement passé de la délégation de mon pays à cette Conférence du désarmement.

Je donne la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la Présidence de la Conférence du désarmement pour le mois d'août. En tant que représentant d'un pays qui apporte une contribution importante aux efforts déployés dans le domaine du désarmement, votre expérience politique et votre habileté diplomatique remarquables faciliteront grandement l'accomplissement des tâches qui nous attendent, notamment en ce mois d'août où la Conférence doit rédiger son rapport à l'Assemblée générale. Permettez-moi de vous assurer de notre détermination de poursuivre les travaux de manière constructive et souple, en vue de parvenir à des résultats tangibles. Par votre intermédiaire, Monsieur le Président, je voudrais aussi exprimer à nouveau nos remerciements et notre gratitude au distingué représentant de l'Algérie, l'Ambassadeur Ould-Rouis, qui a dirigé la Conférence du désarmement pendant le mois de juillet avec efficacité et compétence. Je suis aussi très heureux de souhaiter la bienvenue au nouveau représentant de la Belgique, l'Ambassadeur Raeymaekers, et de lui dire que nous sommes prêts à coopérer de manière fructueuse.

Monsieur le Président, il y a 40 ans aujourd'hui qu'une bombe atomique a complètement rasé la ville d'Hiroshima en quelques secondes. Le 9 août 1945, la ville de Nagasaki a été anéantie. Ainsi, une année de session de la Conférence du désarmement ne suffirait pas si l'on devait observer une minute de silence à la mémoire de chacune des 300 000 victimes de la bombe atomique.

Tout a été écrit et dit sur le contexte politique de cette destruction nucléaire massive. Ce qui a été fait ne peut pas être défait. Pour nous, l'héritage des morts d'Hiroshima et de Nagasaki exige que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour assurer la survie de l'homme.

La semaine dernière, au Festival mondial de la jeunesse, à Moscou, où des dizaines de milliers de jeunes venant de 150 pays ont dédié leurs efforts à la paix, la jeune japonaise Reiko Matsubara a déclaré : "En tant qu'enfant d'Hiroshima, j'en appelle à tous les peuples afin qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour que la tragédie de ma ville natale ne se reproduise jamais plus. Les attaques nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki, qui ont été les premières de l'histoire de l'humanité, doivent une fois pour toutes être les dernières."

Comme les autres pays socialistes, la République démocratique allemande s'inspire de ce même objectif, et la Conférence a pour tâche décisive de s'en rapprocher de plus en plus pour finir par le réaliser.

La cessation de tous les essais nucléaires serait un pas considérable dans cette direction.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Monsieur le Président, ma délégation a souligné maintes fois que l'on ne pouvait réaliser des progrès dans le domaine de la cessation des essais d'armes nucléaires par le biais d'un traité multilatéral que dans le cadre d'un processus pertinent de négociation. Une interdiction complète des essais est d'autant plus urgente et importante que nous assistons actuellement à la réalisation à grande échelle d'un programme sans précédent d'armes nucléaires, associé à l'expérimentation d'armes nucléaires destinées à être utilisées dans l'espace.

Il convient donc que la Conférence soit en mesure de remplir son rôle de négociation, tel qu'il est défini au paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, et de créer dès que possible un comité spécial chargé d'élaborer un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. En ce qui concerne le mandat de ce comité, ma délégation voudrait réaffirmer la proposition des pays socialistes contenue dans le document CD/522/Rev.1. Nous sommes également prêts à appuyer le mandat soumis par le Groupe des 21 dans le document CD/520.

Comme les membres de la Conférence du désarmement ne le savent que trop bien, les progrès ont été entravés par quelques Etats. Pour défendre la position d'une grande puissance dotée d'armes nucléaires, qui a plusieurs fois déclaré qu'elle considérerait l'interdiction complète des essais comme un objectif à long terme et qui a récemment indiqué à un haut niveau que les essais se poursuivraient, les tentatives visant à engager la Conférence du désarmement dans une sorte de pseudo-activité s'intensifient.

Le projet de mandat contenu dans le document CD/521 est axé sur l'examen - et non la négociation - de questions spécifiques, telles que la portée et la vérification du respect. Aux termes de ce mandat, le Comité spécial devrait examiner "les arrangements institutionnels et administratifs nécessaires pour créer, expérimenter et exploiter un réseau international de vérification sismologique en tant qu'élément d'un système de vérification efficace". Ce mandat n'a pas été adopté. Toutefois, les documents de travail CD/610, CD/612 et CD/624 soumis respectivement par le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne et appuyés vigoureusement par la délégation des Etats-Unis d'Amérique, ont jeté quelque lumière sur la nature réelle du mandat envisagé.

Le document CD/610 arrive à la conclusion inexacte que l'échange des données sismiques reçues par les stations des Etats parties à un futur traité d'interdiction complète des essais ne suffirait pas à assurer le respect du traité. Je n'ai pas l'intention d'exposer en détail les raisons qui ont motivé une telle conclusion, mais je voudrais mentionner que dans le document lui-même il est fait observer que ni les problèmes relatifs aux inspections sur place, ni les questions relatives à la surveillance de milieux autres que le milieu souterrain ne sont abordés. Cette approche sélective crée artificiellement des problèmes qui n'existent pas en réalité. Les documents CD/612 et CD/624 exposent la conception d'un système international de vérification sismologique. Sur la base de la situation actuelle en ce qui concerne l'échange de données expérimentales, il est proposé dans ces documents, de mettre en place et d'exploiter progressivement un système de

(M. Rose, République démocratique allemande)

vérification sans tenir aucun compte des efforts visant à élaborer et à conclure un traité d'interdiction complète des essais. Ces documents prévoient des projets de calendriers assez ambigus pour les différentes étapes, allant de 2 et 4 ans à 8 ans.

La première question que nous devrions nous poser dans ce contexte est la suivante : qu'est-il advenu du consensus selon lequel toute mesure de vérification devait toujours être liée à l'accord correspondant en matière de limitation des armements ou de désarmement ? Il y a longtemps que ce consensus important existe, comme en témoignait déjà l'accord Zorine-McCloy du 20 septembre 1961 et approuvé à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies dans la résolution 1722 (XVI). Le paragraphe 31 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement invoque ce même consensus dans une phrase claire et concise : "La nature et les modalités de la vérification à prévoir dans tout accord particulier dépendent et devraient être fonction des objectifs, de la portée et de la nature dudit accord." Si nous négligeons cette dépendance, nos efforts ne déboucheront pas sur un instrument destiné à arrêter et à inverser la course aux armements nucléaires, mais sur un instrument destiné à la surveiller.

D'un point de vue pratique, les trois documents ne sont pas en mesure de donner des réponses satisfaisantes aux questions ci-après : Comment un système très perfectionné pourrait-il être établi sans que la portée de l'interdiction soit connue ? Comment peut-on concevoir sérieusement un tel système, si l'on ignore totalement - en l'absence d'un accord - quels pays y participeront ? Or, qui pourrait participer aux activités de vérification, sinon les Etats parties au traité ? Comment une situation dans laquelle des Etats dotés d'armes nucléaires procèdent à des explosions souterraines dans leurs polygones d'essais pourrait-elle servir de modèle pour prévenir des essais clandestins à l'avenir, alors que ces activités seront strictement interdites ? Que devient le rôle de la Conférence du désarmement, du Groupe d'experts scientifiques et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, dont la tâche essentielle est la promotion du désarmement, s'ils remplissent les fonctions proposées dans les documents de travail dans le cadre d'un système destiné à surveiller la poursuite d'une course aux armements ?

Nous ne pouvons que conclure que les mesures suggérées dans ces documents iraient à l'encontre de la cessation des essais d'armes nucléaires à une date aussi rapprochée que possible. Elles justifieraient les tentatives visant à présenter l'interdiction complète des essais comme un objectif à long terme en invoquant des arguments subtils selon lesquels il serait impossible d'organiser une vérification satisfaisante avant la fin du siècle; si nous devons suivre ces suggestions, la Conférence du désarmement serait privée de son rôle de négociation et de son importance politique. Il ne lui resterait plus qu'à accomplir le travail de Sisyphe qui consisterait à perfectionner constamment un système qui, en raison des progrès scientifiques et technologiques, ne pourrait jamais être parfait.

Les documents en question, dont l'élaboration a certainement pris beaucoup de temps, ont été présentés d'un point de vue tactique particulier. Cependant, ils nous confirment plutôt dans notre opinion, selon laquelle, à long terme, la question de la cessation de tous les essais d'armes nucléaires - ainsi que tous les autres problèmes importants de sécurité internationale et de désarmement -

(M. Rose, République démocratique allemande)

ne saurait être résolue par des moyens techniques, mais seulement par des moyens politiques. Les moyens techniques, si importants soient-ils, ne peuvent que concourir à leur solution.

Ainsi, la voie que doit suivre la Conférence pour parvenir à des résultats tangibles est clairement définie. Ce qui est nécessaire, ce sont des négociations systématiques basées sur la volonté de toutes les parties de s'atteler en premier lieu à l'élaboration d'un accord international approprié. Après 25 ans de débats et après les négociations trilatérales, il ne suffit pas de faire un peu de travail concret. Pour accélérer l'ensemble du processus, les délégations de la République démocratique allemande et de la Bulgarie ont décidé de présenter à la Conférence les principaux éléments d'une approche orientée vers un but précis.

Le document de travail, que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui au nom des délégations de la République démocratique allemande et de la Bulgarie et qui porte la cote CD/629, répond à la question de savoir quelles mesures concrètes sont indispensables. Afin de résoudre le problème de l'interdiction des essais, nous devons appliquer le consensus énoncé au paragraphe 51 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, telles que la résolution 39/52 et la résolution 39/60 adoptées à la trente-neuvième session de l'Assemblée, ainsi que la Déclaration de Delhi déjà mentionnée, constituent une base d'action solide. Un comité spécial chargé de négocier le texte d'un accord pourrait déjà s'appuyer sur des éléments utiles. Le document de travail, qui est fondé sur ces mêmes éléments, donne un aperçu des principaux sujets de négociations.

Nous savons tous à quel point nos activités dépendent de l'évolution de la situation en dehors de la Conférence, qui peut soit faciliter, soit entraver ses travaux. La décision de l'Union soviétique d'arrêter unilatéralement toutes les explosions nucléaires à partir de ce jour, qui marque le 40ème anniversaire de la destruction d'Hiroshima, et ce jusqu'au 1er janvier 1986, devrait avoir des incidences positives sur les activités de la Conférence. Ce moratoire restera en vigueur au-delà de cette date si les Etats-Unis, de leur côté, s'abstiennent de procéder à des explosions nucléaires. Une telle décision serait à la fois un bon exemple pour les autres Etats dotés d'armes nucléaires et un nouveau stimulant pour les efforts visant à élaborer un traité multilatéral. Il y a quelques minutes, le distingué représentant de l'Union soviétique, l'Ambassadeur Issraelyan, vient de démontrer de manière très convaincante l'importance considérable de cette initiative.

Permettez-moi de formuler quelques observations au sujet du point 7 de l'ordre du jour intitulé "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques". Ce point de l'ordre du jour a derrière lui une longue histoire. Lorsque les Nations Unies ont accepté pour la première fois, il y a dix ans, le texte d'une résolution sur cette question soumise par l'Union soviétique, leur tâche prioritaire était de s'opposer à la tendance croissante à utiliser les résultats de la science et de la technologie à des fins militaires. De ce point de vue, il fallait également mettre un terme à la course au perfectionnement qualitatif des armements.

(M. Rose, République démocratique allemande)

Entretemps, les progrès de la technologie des armements ont montré la nécessité pour les Etats de prendre des mesures préventives pour arrêter la course aux armements. La Conférence n'a malheureusement pas été en mesure de s'occuper activement de cette tâche. Certains Etats ont essayé maintes fois de faire passer toute la question pour une utopie. Mais qu'est-il arrivé en réalité ?

Permettez-moi de prendre un exemple. Lorsque nous avons signalé très tôt la possibilité de la mise au point d'armes à faisceaux de particules, cet avertissement a été jugé peu réaliste. Aujourd'hui, ces armes et d'autres types nouveaux d'armes sont à la base des plans visant à la militarisation de l'espace extra-atmosphérique.

Nous estimons que la Conférence porte d'importantes responsabilités en ce qui concerne l'identification en temps voulu de toute nouvelle arme mise au point et la prévention de son utilisation à des fins militaires.

C'est pourquoi ma délégation se félicite de la proposition formulée le 7 juillet 1985 par le Chef de la délégation soviétique, l'Ambassadeur Issraelyan, selon laquelle tous les Etats membres de la Conférence devraient, aussitôt après l'identification de tout nouveau type d'arme de destruction massive, prendre l'engagement - dans une déclaration conjointe ou des déclarations unilatérales - d'entamer des négociations en vue de son interdiction, en introduisant en même temps un moratoire sur sa mise au point concrète. Un groupe d'experts qualifiés se réunissant périodiquement devrait être chargé de détecter et d'identifier les nouveaux types d'armes de destruction massive. Ce groupe suivrait ces questions en permanence et ferait des recommandations, le cas échéant, sur les problèmes exigeant des négociations concrètes.

A notre avis, cette proposition devrait être également acceptable pour les Etats qui rejettent une approche globale et parlent d'examiner les questions les unes après les autres. Nous espérons que la Conférence prendra dès que possible des décisions sur sa mise en oeuvre.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant de la France, l'Ambassadeur Jessel.

M. JESSEL (France) : Puisque, je prends la parole pour la première fois depuis que vous assumez la présidence de la Conférence du désarmement, permettez-moi de vous adresser mes vœux de bienvenue et de vous complimenter pour le talent et l'autorité avec lesquels vous assumez les charges de Président et de vous dire tous les vœux que je forme pour que vous nous aidiez à mener à bien nos travaux jusqu'à la fin du mois d'août, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'actuelle session. Vos mérites sont d'autant plus grands que c'est au moment même quand vous êtes arrivé parmi nous que vous assumez ce redoutable honneur et ce d'une façon qui provoque l'admiration de tous et en particulier de l'arrivant de fraîche date que je suis moi-même. Qu'en votre tâche soyez assuré de l'entier concours de ma délégation.

(M. Jessel, France)

Je voudrais aussi exprimer mes félicitations, ma reconnaissance et mes vœux à notre Président pour le mois de juillet, l'Ambassadeur de l'Algérie, Ould-Rouis, qui nous a quitté pour une nouvelle affectation. Je voudrais également exprimer mes vœux et félicitations à l'Ambassadeur Depasse, qui vient également de nous quitter et exprimer aussi mes souhaits de bienvenue les plus chaleureux à son successeur, l'Ambassadeur Raeymaekers.

Prenant la parole en un jour qui se trouve désigné à l'attention de l'opinion mondiale comme celui du 40ème anniversaire de la naissance de l'ère atomique, anniversaire auquel vous avez vous-même fait allusion et qui vient d'être longuement et diversement évoqué par les orateurs qui m'ont précédé, je voudrais à mon tour exprimer le souhait très vif de mon gouvernement de voir les négociations entamées entre les deux puissances les plus armées déboucher effectivement sur des réductions substantielles et vérifiables, en sorte que l'équilibre des armements nucléaires soit établi au plus bas niveau possible. Il s'agit là, à notre sens, de la seule approche possible et réaliste dans la voie de la réduction des armements nucléaires. L'arme nucléaire qui, qu'on le veuille ou non, a contribué et continue à maintenir la paix par la dissuasion dans la partie du monde où celle-ci s'exerce, ne pourra désormais être désinventée. L'équilibre de la dissuasion doit donc être maintenu, y compris par le biais de la négociation. En ce qui concerne la France, le Président de la République a fait connaître en septembre 1983 les conditions d'une éventuelle participation de mon pays au processus de désarmement nucléaire.

J'ajouterai que ce désarmement nucléaire ne peut bien évidemment, à lui seul, monopoliser les efforts de la communauté des nations en vue de parvenir à une plus grande sécurité internationale. A l'ère nucléaire plus que jamais, comme ma délégation a eu souvent l'occasion de l'indiquer, ce qui importe c'est la prévention de toute guerre, quelle qu'elle soit, et pas seulement celle de la guerre nucléaire.

Un autre chapitre particulièrement important des travaux de notre Conférence concerne les armements chimiques et la négociation en cours à ce sujet, et c'est à ce domaine que je voudrais consacrer la suite de mon propos.

Les coïncidences du calendrier, et en particulier les discussions très utiles qu'a actuellement le Groupe de travail B du Comité spécial des armes chimiques, sous la remarquable conduite de Mme Bonnier, à laquelle je tiens à rendre hommage, m'amènent aujourd'hui à vous présenter un document de travail sur la destruction des stocks et l'élimination des moyens de production d'armes chimiques.

Nos délégations jusqu'à présent ont accordé une attention tout à fait justifiée au problème de l'interdiction d'usage et à celui de la définition des produits dont la fabrication devrait être contrôlée ou interdite.

Des contributions substantielles ont d'autre part été effectuées sur le problème de la destruction des stocks sous contrôle international, où, me semble-t-il, commencent à se dessiner des éléments utiles à une solution vérifiable.

(M. Jessel, France)

Il nous paraît donc à ce stade approprié que notre Conférence se penche désormais de façon plus détaillée et plus concrète sur un aspect tout à fait essentiel de la convention que notre Conférence a pour tâche d'élaborer : la destruction des stocks existants et la neutralisation des moyens de production qui permettraient de reconstituer de nouveaux stocks.

L'approche qui est celle du document présenté aujourd'hui lie en effet étroitement ces deux éléments : à quoi servirait-il de détruire les armes chimiques existantes si on laissait intacts les moyens d'en fabriquer de nouvelles ? Elle repose sur une notion fondamentale pour l'élaboration d'un calendrier de destruction, celle de l'équilibre de sécurité pour tous les Etats, progressivement atteint au fur et à mesure que se déroule le double processus d'élimination. En effet :

Premièrement, il est dès à présent admis, à ce stade de la négociation, qu'une capacité résiduelle de riposte sera fixée par avance, et par entente entre les parties, jusqu'à la dernière phase de destruction, c'est-à-dire la huitième année.

Deuxièmement, il est évident, d'autre part, que cette décision n'a pas pour but de consacrer, au cours des huit premières années, la suprématie d'une ou plusieurs parties sur les autres. Il convient au contraire, pour mieux assurer la sécurité de chacun, possesseurs et non possesseurs, d'amener progressivement à parité de moyens ceux qui détiennent un armement chimique.

Tout le monde admet aujourd'hui que la période d'élimination, cette période fixée d'un commun accord à dix ans, posera les problèmes les plus délicats, et notamment en matière de sécurité.

Les déséquilibres initiaux, si l'on n'y prend garde, risquent d'être maintenus, sinon même amplifiés d'une manière dangereuse, soit quantitativement, soit qualitativement, au cours de cette période, et de donner, à tel ou tel stade du processus, un avantage militaire inadmissible à l'une des parties.

Il est, en effet, facilement compréhensible qu'une élimination progressive et linéaire, si elle était retenue, risquerait d'aboutir à un danger de ce genre, car ce type d'élimination favorise le fort et affaiblit le faible, qui perdra plus vite une capacité de riposte militairement significative.

Cela est naturellement vrai à quantités égales et à qualités de toxique égales. Mais la réalité est naturellement plus complexe, et un exemple simple illustrera mon propos.

Il est évident qu'un Etat qui possède 100 000 tonnes de phosgène dans ses stocks - un phosgène acheté sur le marché mondial, car ce produit est fabriqué par centaines de milliers de tonnes chaque année dans le monde - n'a pas la même capacité de guerre chimique qu'un pays qui possède 100 000 tonnes de neurotoxiques qu'il fabrique lui-même. Décider une élimination de ces deux stocks selon un processus identique et linéaire au cours de la période de 10 années ne fournit pas la solution souhaitée, celle qui conduirait progressivement à un

(M. Jessel, France)

équilibre des moyens garantissant la sécurité générale. Il faudrait aussi pouvoir contrôler de la même manière le marché mondial et les moyens de production nationaux. Mais surtout, lorsqu'on sait que le phosgène est 32 fois moins toxique qu'un neurotoxique, faut-il penser que le pays qui possède 100 000 tonnes de neurotoxiques est 32 fois plus puissant que celui qui possède 100 000 tonnes de phosgène ? Faut-il croire que, pour réaliser l'équilibre, à tel ou tel moment du parcours linéaire, il faudra détruire le neurotoxique à un rythme 32 fois supérieur à l'autre ?

Malheureusement, ni la science, ni le bon sens ne sont de nature à répondre à ces deux questions. Et cet exemple, qui nous amène déjà à poser des questions quasiment insolubles, porte cependant sur des données simplifiées par rapport à la réalité. On devine donc à partir de là la difficulté de mener à bien l'exercice que nous nous sommes proposé.

Finalement, pour aboutir à un résultat acceptable, nous avons retenu les trois priorités suivantes :

1) La nécessaire coordination des calendriers de destruction ou de reconversion des stocks et des unités de production, par entente entre pays possesseurs, et en accord avec les autres;

2) La réduction des disparités, quantitatives et qualitatives, de manière à aboutir à une certaine parité à la fin de la huitième année, ce qui exclut une élimination linéaire;

3) La prise en considération, enfin, des exigences de contrôle, qui ne doit pas se heurter, selon les dispositifs d'élimination choisis, à des difficultés insurmontables.

Après avoir ainsi présenté la manière dont nous nous sommes posé les différents problèmes, je voudrais esquisser les grandes lignes des réponses que nous vous proposons d'y apporter.

1. Nous avons élaboré un calendrier très précis, et divisé en sous-périodes, ayant chacune leurs règles, favorisant le progrès vers un équilibre de sécurité.

2. Ce calendrier combine, depuis le point de départ où commencent simultanément la destruction des stocks et l'arrêt de la production, l'élimination progressive de ces stocks et celle des capacités de les remplacer.

3. Nous avons renoncé à comparer les différentes catégories de toxiques, faute de trouver des équivalences indiscutables à la fois sur le plan scientifique et militaire. Nous avons donc décidé de ne comparer que des stocks homogènes, phosgène avec phosgène, neurotoxique avec neurotoxique.

4. Pour ces mêmes raisons, nous avons renversé l'ordre de priorité présenté, dans un autre contexte, par le document français CD/494. Nous proposons aujourd'hui la destruction prioritaire, non pas des supertoxiques, mais des toxiques létaux comparables entre eux.

(M. Jessel, France)

Nous considérons, en effet, que ces produits, s'ils existent à la fois dans les arsenaux et sur le marché, où ils continueront à être offerts par grandes quantités à des fins civiles, ne pourraient pas être efficacement contrôlés. La tentation serait très forte de faire glisser des arsenaux vers le marché, et plus encore dans l'autre sens, des quantités incontrôlables de produits. En revanche, le jour où ces produits seront interdits dans les arsenaux, les détournements seront plus malaisés et plus facilement détectables.

Ajoutons aussi à ces arguments le fait que si nous commençons par la destruction des supertoxiques, la détention des autres produits chimiques de guerre, les toxiques létaux, prendrait d'autant plus de prix qu'ils resteraient les seuls disponibles. C'est cet ensemble de raisons qui nous a amenés à renverser l'ordre de nos priorités.

5. Nous terminerons donc le processus d'élimination par la destruction des supertoxiques, les produits les plus dangereux, sans aucun doute, mais aussi les plus faciles à contrôler.

Au terme de cette évolution, vers l'équilibre de sécurité, c'est-à-dire à la huitième année, une capacité identique de riposte chimique, composée d'une quantité limitée, égale, de produits analogues, c'est-à-dire de neurotoxiques, sera déterminée et autorisée pour les deux plus grandes puissances, ainsi que, à un niveau moindre, pour les autres possesseurs.

Cette capacité résiduelle pourra alors être détruite de façon progressive et linéaire, au cours des deux dernières années, puisque, cette fois, le point de départ sera rigoureusement identique, à la fois sur le plan de la quantité et de la qualité.

Pour plus de clarté, les différents ajustements nécessaires en matière de calendrier, de procédure d'élimination, d'ordre de destruction sont repris dans un tableau synoptique à la fin de notre document.

La réflexion qui nous a conduits à élaborer ce document a naturellement été aidée par les très utiles contributions de plusieurs délégations, et tout particulièrement celle de la délégation chinoise, qui a présenté à cette Conférence le très intéressant document CD/605. Nous avons constaté que nos collègues chinois, tout en suivant une démarche différente de la nôtre puisqu'ils superposent à la destruction modulée des stocks le critère d'"équivalent stocké", s'inspirent du même concept de base qui est celui de l'équilibre de sécurité.

Ma délégation, qui espère contribuer par le document qui vous est aujourd'hui présenté, aux progrès dans l'élaboration de la convention, étudiera naturellement avec la plus grande attention les commentaires et les observations que, nous le souhaitons, ce texte suscitera de la part des autres délégations.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la France de sa déclaration ainsi que des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou, M. González-Terrones.

M. GONZALES TERRONES (Pérou) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter la bienvenue et de vous exprimer la satisfaction de ma délégation de vous voir présider nos travaux. Le prestige que vous avez acquis dans les charges importantes qui ont été les vôtres sont la garantie d'un travail efficace à la tête de votre délégation et comme Président de cette Conférence. Vous pouvez compter sur le plein appui de ma délégation, qui sera le fidèle reflet des relations fraternelles qui depuis toujours unissent nos deux pays.

Egalement, je voudrais exprimer l'appréciation et la reconnaissance de ma délégation à M. Bachir Ould-Rouis, qui a dirigé les travaux de la Conférence pendant le mois de juillet avec beaucoup d'habileté, répondant ainsi pleinement à la confiance que nous avons placée en lui.

Monsieur le Président, voici exactement quarante ans que l'humanité a été bouleversée, pour la première fois, par l'horreur des armes nucléaires. La mort de populations entières innocentes pèse encore sur la conscience de l'humanité. La leçon ineffaçable de cette tragédie a, à notre sens, poussé les nations à entreprendre de multiples efforts pour parvenir au désarmement et en particulier au désarmement nucléaire. Notre propre présence ici le prouve de façon éclatante.

Dans l'intervalle, la science a avancé selon une progression géométrique et le pouvoir destructeur que possèdent une poignée d'Etats a largement dépassé les limites du concevable. Mais notre capacité de nouer des rapports constructifs et de vivre en paix et en harmonie n'a pas progressé dans les mêmes proportions. La menace d'un holocauste, incomparablement plus dévastateur que les explosions d'Hiroshima et de Nagasaki, reste suspendue sur nos têtes, et d'aucuns soutiennent que cela doit continuer puisque c'est la loi entre les nations.

Ma délégation souhaite réaffirmer une fois de plus son désaccord total avec ce point de vue. Mon pays a toujours eu une position ferme et cohérente, niant toute valeur juridique et morale à un ordre fondé sur la terreur, et se déclarant prêt à contribuer à tous les efforts ayant pour but d'éviter une confrontation nucléaire, fût-elle limitée. De même, il a préconisé et continue de préconiser la réduction des arsenaux et la destruction des armes nucléaires.

C'est pourquoi nous regrettons profondément que la proposition du Groupe des 21 visant à créer un Comité spécial sur la prévention de la guerre nucléaire n'ait pas été acceptée. A notre avis, la nécessité d'entreprendre sérieusement une négociation, fût-elle préliminaire, est urgente.

Nous sommes certains que, de toute façon, cette nouvelle déception ne découragera pas le Groupe des 21 ni cette partie de l'humanité qu'il représente. Pour une fois nous voudrions dire une parole d'encouragement à ce groupe de pays qui a décidé de se maintenir en marge de l'équilibre de la terreur que certains préconisent. La présence de ce groupe, son travail patient et prouvé sont indispensables à la cause que nous poursuivons.

Monsieur le Président, pour conclure ma brève intervention, je voudrais informer la Conférence qu'en acceptant son mandat de nouveau Président constitutionnel du Pérou, M. Alan García a exprimé la conviction du Gouvernement péruvien qu'il est nécessaire de parvenir à un accord régional pour réduire les dépenses d'armement. Pour montrer que le temps des bonnes intentions était révolu et que l'heure d'agir était venue, il a annoncé que le Pérou appliquera sans délai une politique de réduction des dépenses militaires et commencera par

(M. Gonzales Terrones, Pérou)

réduire le nombre d'avions Mirage dont l'achat est actuellement en cours. Je me permets de vous demander, Monsieur le Président, de bien vouloir faire distribuer cette déclaration comme document officiel de la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant du Pérou des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président et de son rappel des liens particuliers qui unissent nos deux pays. La déclaration du Président du Pérou, M. Alan García, qui a précisé qu'il fallait parvenir à un accord régional sur la réduction des dépenses d'armements sera distribuée comme document officiel de la Conférence, ainsi que l'a demandé la délégation péruvienne.

Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur ma liste. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique.

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je regrette d'être contraint de prendre la parole aujourd'hui pour répondre à la déclaration du distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Ambassadeur Issraelyan; je me réserve bien entendu le droit de répondre plus pleinement, à une date ultérieure, à la déclaration de l'Union soviétique.

Je regrette que l'Union soviétique ait choisi d'utiliser l'occasion de cet anniversaire solennel d'une façon aussi perverse. Je regrette que l'Union soviétique ait jugé nécessaire de se lancer dans une leçon d'histoire aussi déformée, dans une déclaration que je dois catégoriquement rejeter.

Mon pays se contente de laisser le jugement de notre conduite à l'histoire, de laisser l'histoire évaluer le comportement de mon pays et du monde libre, et celui de l'Union soviétique. L'Ambassadeur Issraelyan s'est référé à un nouveau point de départ. Quel est donc ce nouveau point de départ ? Ce n'est pas un moratoire non vérifié après que l'Union soviétique ait achevé ses essais en cours. Ce n'est pas cela qui garantira la paix. Mais, à titre de premier pas essentiel, cela pourrait être des négociations sérieuses sur la réduction des armements nucléaires.

Par ses remarques sur la proposition de moratoire et sur l'invitation unilatérale des Etats-Unis à l'Union soviétique de visiter notre polygone d'essais nucléaires, l'Ambassadeur Issraelyan nous demande de faire fi de l'histoire. C'est là une chose que mon pays ne peut pas faire. L'Union soviétique a l'occasion de se joindre aux Etats-Unis et au monde libre pour mettre fin à cette ère d'armement nucléaire. J'espère qu'elle le fera. Si elle le fait, les historiens de l'avenir considéreront à juste titre ce moment comme celui où le monde a finalement pris conscience de la signification de la seconde guerre mondiale et a pris des mesures constructives pour réaliser une paix mondiale véritable. Mon pays se consacre à cet objectif.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration. Une autre délégation désire-t-elle prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je suis d'accord avec l'Ambassadeur Lowitz lorsqu'il dit que l'histoire est une science importante et qu'il convient de la garder à l'esprit. Je pense que non seulement les historiens futurs, mais aussi nos contemporains ne manqueront pas de tirer une conclusion correcte de la comparaison des deux positions. En effet, ces deux positions sont absolument claires. La position de l'Union soviétique se fonde sur notre proposition de mettre fin à tous les essais nucléaires et nous l'avons faite aujourd'hui même à titre unilatéral. Les Etats-Unis ont proposé de poursuivre les essais d'armes nucléaires mais en présence d'"invités". Telles sont les deux positions, telles sont, Mesdames et Messieurs, les deux vérités. Laissons à l'histoire de juger à qui appartient la vérité et quelle est la position qui répond aux intérêts du développement de l'humanité et du renforcement de la coopération pacifique entre les peuples.

M. LOWITZ (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Depuis que je suis ici, j'ai souvent espéré que le distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques me permettrait une fois, juste une fois, d'avoir le dernier mot. Peut-être voudra-t-il permettre que cette dernière observation de ma part soit aujourd'hui le dernier mot.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je défère à la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration. Une autre délégation désire-t-elle prendre la parole ?

Le Secrétariat m'a informé que nous pouvons poursuivre nos travaux jusqu'à 13 h 15. Je crois que l'examen de la dernière question en suspens aujourd'hui pourra être terminé à cette heure-là. J'invite donc les membres à m'accompagner quelques minutes pour conclure maintenant nos travaux de la séance plénière.

Ainsi que nous l'avons décidé à la séance plénière de jeudi dernier, nous allons maintenant suspendre cette séance pour convoquer immédiatement une réunion officielle consacrée à la participation d'Etats non membres au Comité spécial rétabli au titre du point 6 de l'ordre du jour.

La séance est suspendue à 13 h 5; elle est reprise à 13 h 10.

Le PRESIDENT (traduit de l'espagnol) : La 327ème séance plénière de la Conférence du désarmement est rouverte.

A la suite de l'échange de vues qui a eu lieu durant la réunion officielle, la Conférence doit maintenant examiner les demandes des Etats non membres qui souhaitent participer aux travaux du Comité spécial qui a été rétabli à propos du point 6 de l'ordre du jour, intitulé "Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires". Conformément aux usages de la Conférence, nous examinerons chacune de ces demandes dans l'ordre dans lequel elles ont été reçues par le Secrétariat.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 184 1/ concernant la demande reçue de la Norvège. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 185 2/ concernant la demande reçue de la Finlande. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 186 3/ concernant la demande reçue de l'Autriche. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 187 4/ concernant la demande reçue du Bangladesh. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 188 5/ concernant la demande reçue de l'Espagne. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

1/ En réponse à la demande reçue de la Norvège (CD/552) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant de la Norvège à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de son organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

2/ En réponse à la demande reçue de la Finlande (CD/553) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant de la Finlande à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

3/ En réponse à la demande reçue de l'Autriche (CD/557) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant de l'Autriche à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

4/ En réponse à la demande reçue du Bangladesh (CD/559) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant du Bangladesh à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

5/ En réponse à la demande reçue de l'Espagne (CD/560) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant de l'Espagne à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

(Le Président)

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 189 6/ concernant la demande reçue de la Grèce. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 190 7/ concernant la demande reçue du Cameroun. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je sou mets à la Conférence pour décision le Document de travail No 191 8/ concernant la demande reçue du Sénégal. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que la Conférence adopte ce projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Avec l'adoption de ce dernier projet de décision nous avons terminé nos travaux pour aujourd'hui.

A la demande du Président du Comité spécial des armes radiologiques, je voudrais informer la Conférence que la réunion de ce Comité prévue pour cet après-midi commencera à 16 heures. En outre, le Président du Comité m'informe qu'il y aura, en plus des deux réunions prévues pour cette semaine, une troisième réunion qui se tiendra demain mercredi 7 août, à 15 heures, dans cette Salle de conférence. Un calendrier révisé des séances et réunions de la Conférence pour cette semaine, incorporant ces modifications, a été distribué.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 8 août, à 10 h 30.

La séance est levée à 13 h 15.

6/ En réponse à la demande reçue de la Grèce (CD/564 et CD/565) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant de la Grèce à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

7/ En réponse à la demande reçue du Cameroun (CD/567) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant du Cameroun à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.

8/ En réponse à la demande reçue du Sénégal (CD/573) et conformément aux articles 33 à 35 de son règlement intérieur, la Conférence décide d'inviter le représentant du Sénégal à participer, au cours de l'année 1985, aux réunions de l'organe subsidiaire créé au titre du point 6 de son ordre du jour.